

Circulaire 107

Commission et Groupes de Travail de CGLU
Barcelone, 13 décembre 2016

Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et
Droits Humains

Gouvernements Locaux et Société Civile renforcent l'agenda pour le Droit à la Ville lors du Congrès de CGLU et d'Habitat III

Le rapport des activités de la CISDPDH à Bogota et Quito est
disponible

Chers membres,

La Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU a joué un rôle actif lors du [Congrès Mondial de CGLU](#) à Bogota (12-15 Octobre) et de la Conférence de l'ONU sur le Développement Urbain Durable et le Logement – [Habitat III](#) à Quito (17-20 Octobre). Lors de ces deux événements, la Commission a été représentée par ses villes membres et par son Secrétariat, au côté de ses partenaires de la société civile et du système onusien des droits de l'Homme. Tant Bogota que Quito ont été des occasions importantes pour défendre l'agenda du droit à la ville et renforcer le mouvement global pour les droits humains dans les villes. Le Secrétariat de la CISDPDH a élaboré un [**rappor**t des activités où la Commission a été présente lors des deux événements.](#)

Le Congrès de Bogota et la Conférence Habitat III ont marqué l'avènement d'une nouvelle étape dans le processus de plaidoyer pour le droit à la ville, étant donné que non seulement les [collectivités locales](#) mais aussi **l'Agenda Habitat III adopté par les Etats membres mentionnent le droit à la ville**. Cette reconnaissance est en grande partie **le résultat de l'alliance entre les collectivités locales défendant le droit à la ville au sein de CGLU, la société civile et les chercheurs** (FLACSO, La Vue, DPU-UCL) réunis sous la bannière de la [Plateforme Globale pour le Droit à la Ville](#).

Toutefois, de nouveaux défis se présentent dans cette nouvelle étape, qu'il nous faudra surmonter pour que le droit à la ville ne reste pas lettre morte :

- S'assurer que **le droit à la ville ne devienne pas « l'injonction à la ville »** - un risque bien réel dans un monde majoritairement urbain, et où les migrants internes et internationaux qui viennent peupler les villes le font généralement de manière non choisie car la ville représente la seule alternative possible de vie face à l'abandon des

politiques de développement rural, à l'accaparement des terres arables et aux conséquences du changement climatique.

- **Renforcer les bases légales pour que le droit à la ville** ne demeure pas seulement une vision, mais un corpus légal enraciné dans les droits humains reconnus dans les traités internationaux.
- Garantir, au niveau local et mondial, les **fonds et les ressources publiques nécessaires pour faire des villes des biens communs** –en réaction à la tendance actuelle à la privatisation et à la *Smart City*.
- Mettre en œuvre un **programme de suivi d'Habitat III, qui parte du niveau local et se base sur des indicateurs permettant de mesurer la garantie du droit à la ville**.
- **Renforcer les bases sociales** du droit à la ville et élargir le mouvement mondial de plaidoyer en sa faveur.

Le rapport des activités de la Commission à Bogota et Quito est accessible [ici](#).

Sincères salutations,

Le Secrétariat Mondial de CGLU

au nom de la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains

Veuillez cliquer sur les liens ci-dessous pour accéder aux documents suivants :

- [Rapport des activités de la Commission lors du Congrès de CGLU et d'Habitat III](#)
- [Plan d'Action 2017 de la CISDPDH](#)
- [Résultats du Congrès de CGLU](#)
- [Nouvel Agenda Urbain](#)



5^e Congrès de CGLU
SOMMET MONDIAL DES DIRIGEANTS
LOCAUX ET REGIONAUX
12-15 Octobre, BOGOTA 2016

Carrer Avinyó, 15
08002 Barcelona (Spain)
Tel. +34 933 428 750

Fax +34 933 428 760
info@uclg.org
www.uclg.org